



COMMISSIONER'S DIRECTIVE DIRECTIVE DU COMMISSAIRE

Number - Numéro: 544	Date 1999-11-15 Page: 1 of/de 3
-----------------------------	----------------------------------------

MUTUAL LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS

ENTRAIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE

POLICY OBJECTIVE

1. To facilitate the transfer of inmates to and from Canada pursuant to the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act* for the purpose of assisting in investigations or testifying in criminal proceedings.

OBJECTIF DE LA POLITIQUE

1. Faciliter le transfèrement de détenus au Canada ou hors du Canada, conformément à la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle*, pour qu'ils puissent aider à la conduite d'enquêtes ou témoigner à des procès criminels.

LIMITATIONS

2. Mutual Legal Assistance may be carried out only between Canada and the countries with which a valid treaty exists, as shown at Annex "A".
3. For purposes of this Commissioner's Directive, application of Mutual Legal Assistance is limited to inmates as defined in the *Corrections and Conditional Release Act* and to those serving their term of imprisonment in provincial custody pursuant to a federal/provincial exchange of services agreement.
4. In case of conflict between this Directive and the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act*, the Act shall prevail. The pertinent sections of the Act have been reprinted as Annex "B".

RESTRICTIONS

2. Il ne peut y avoir entraide juridique qu'entre le Canada et les pays avec lesquels il est lié par un traité valide tel qu'il est indiqué à l'annexe « A ».
3. Aux fins de la présente directive du commissaire, l'entraide juridique s'applique uniquement aux détenus tels que le définit la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, et à ceux purgeant leur peine sous la garde d'une province en vertu d'une entente fédérale-provinciale d'échange de services.
4. En cas de conflit entre la présente directive et la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle*, c'est la Loi qui prévaut. Les articles pertinents de la Loi paraissent à l'annexe « B ».

RESPONSIBILITY

5. The responsibility for implementing the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act* and related treaties as they apply to the Correctional Service of Canada, rests with the International Transfers Unit at National Headquarters.
6. The Security Division at National Headquarters is responsible for arranging transportation and escorts with the cooperation of the region concerned.

RESPONSABILITÉ

5. Il incombe à l'unité des Transfèrements internationaux, à l'administration centrale, de mettre en oeuvre la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle* et les traités connexes, en ce qu'ils s'appliquent au Service correctionnel du Canada.
6. Il revient à la division de la Sécurité à l'administration centrale d'organiser, en collaboration avec la région concernée, le transport et l'escorte des détenus qui font l'objet d'un transfèrement.



PROCESSING OF REQUESTS

7. All requests for Mutual Legal Assistance shall be processed individually, without delay and on an ongoing basis.
8. Upon receipt of a request for Mutual Legal Assistance from the Department of Justice, the International Transfers Unit shall:
 - a. set the timeframes within which the request must be processed; and
 - b. transmit to the institution of incarceration, with copy to the Security Division and the region concerned, the following information:
 - (1) Name, date of birth and FPS number of the inmate;
 - (2) Purpose of the request for "Assistance";
 - (3) Date and place of the prospective transfer;
 - (4) Expected duration of the "Assistance"; and
 - (5) Any other information as deemed necessary.
9. The institutional head shall:
 - a. notify the inmate;
 - b. obtain his or her consent in writing; and
 - c. transmit to the International Transfers Unit in the time prescribed the completed consent form and any information, particularly that of a security nature, which needs to be taken into consideration for the transfer. A copy shall be sent to the Security Division and the region.
10. The Security Division shall, in the time prescribed, transmit to the International Transfers Unit the names of the escorting officers and the transfer arrangements.

TRAITEMENT DES DEMANDES

7. Toutes les demandes d'entraide juridique doivent être traitées séparément, sans tarder et de façon continue.
8. Lorsqu'elle reçoit une demande d'entraide juridique du ministère de la Justice, l'unité des Transfèrements internationaux doit :
 - a. fixer les délais dans lesquels la demande doit être traitée;
 - b. communiquer à l'établissement où est incarcéré le détenu, avec copie à la division de la Sécurité et à la région concernée, les renseignements suivants :
 - (1) nom, date de naissance et n SED du détenu;
 - (2) objet de la demande d'« entraide »;
 - (3) date et lieu du futur transfèrement;
 - (4) durée prévue de l'« entraide »;
 - (5) tout autre renseignement jugé nécessaire.
9. Le directeur de l'établissement doit :
 - a. aviser le détenu;
 - b. obtenir son consentement écrit;
 - c. remettre, dans le délai prescrit, à l'unité des Transfèrements internationaux, avec copie à la division de la Sécurité et à la région, le formulaire dûment rempli et tous les renseignements, notamment ceux ayant trait à la sécurité, qui doivent être pris en considération pour le transfèrement.
10. La division de la Sécurité doit, dans le délai prescrit, communiquer à l'unité des Transfèrements internationaux les noms des agents accompagnateurs et les coordonnées du transfèrement.



Number - Numéro: 544	Date 1999-11-15 Page: 3 of/de 3
-----------------------------	----------------------------------------

11. Upon receipt of the required information from the Security Division, the International Transfers Unit shall transmit it to the Department of Justice.

11. Lorsqu'elle reçoit les renseignements requis de la division de la Sécurité, l'unité des Transfèrements internationaux doit les transmettre au ministère de la Justice.

EXECUTION OF COURT ORDER

EXÉCUTION DE L'ORDONNANCE DE LA COUR

12. Where a request for Mutual Legal Assistance is approved and the required Court Order(s) issued, the International Transfers Unit shall transmit the documents to the institution of incarceration, with copy to the Security Division and the region.

12. Lorsqu'une demande d'entraide juridique est approuvée et le(s) mandat(s) requis émis, l'unité des Transfèrements internationaux doit en assurer la transmission à l'établissement où est incarcéré le détenu, avec copie à la division de la Sécurité et à la région.

13. The institutional head shall ensure that the escort personnel are provided with the necessary inmate identification and any other travel document as may be required.

13. Le directeur de l'établissement doit s'assurer que les agents accompagnateurs sont munis des pièces d'identité du détenu et de tout autre document de voyage jugé nécessaire.

14. The Security Division, in cooperation with Regional Headquarters, shall take steps to ensure that the Court Order is executed as prescribed.

14. La division de la Sécurité, en collaboration avec l'administration régionale, doit prendre les dispositions nécessaires à l'exécution de l'ordonnance de la cour, telle qu'elle est prescrite.

15. Upon completion of a Mutual Legal Assistance request, the person designated in charge of the escort shall provide a status report to the International Transfers Unit, with copy to the Security Division and the region.

15. Une fois la demande d'entraide juridique satisfaite, la personne désignée responsable de l'escorte doit fournir un rapport d'étape à l'unité des Transfèrements internationaux avec copie à la division de la Sécurité et à la région.

Commissioner,

Le Commissaire,

Original signed by / Original signé par :

Ole Ingstrup



COUNTRIES WITH A VALID TREATY WITH CANADA

Mutual Legal Assistance may be carried out only between Canada and the following countries with which a valid treaty exists:

In force

Bilateral

Australia
Austria
Bahamas
China
France
Hungary
India
Italy
Korea
Mexico
Netherlands
Norway
Poland
Spain
Switzerland
Thailand
Ukraine
United Kingdom
United States

Multilaterals

Inter-American Convention on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters

United Nations Convention Against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances

Sharing Agreements

Trinidad and Tobago

United States

PAYS AYANT UN TRAITÉ VALIDE AVEC LE CANADA

Il ne peut y avoir entraide qu'entre le Canada et les pays suivants avec lesquels le Canada est lié par un traité valide :

En vigueur

Bilatéraux

Australie
Autriche
Bahamas
Chine
France
Hongrie
Inde
Italie
Corée
Mexique
Pays-Bas
Norvège
Pologne
Espagne
Suisse
Thaïlande
Ukraine
Royaume-Uni
États-Unis

Multilatéraux

Convention interaméricaine sur l'entraide juridique en matière criminelle

Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

Accords de partage

Trinité et Tobago

États-Unis



Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act, sections 24 to 29

Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle, articles 24 à 29

Transfer of Detained Persons

Transfèrement de personnes détenues

In this Act, "Minister" means the Minister of Justice.

La définition qui suit s'applique à la présente loi, « ministre » Le ministre de la Justice.

24. (1) Where the Minister approves a request of a foreign state to have a detained person who is serving a term of imprisonment in Canada transferred to the foreign state, the Minister shall provide a competent authority with any documents or information necessary to apply for a transfer order.

24. (1) Le ministre, s'il autorise la demande d'un État étranger de transférer dans cet État une personne détenue qui purge une peine d'emprisonnement au Canada, fournit à une autorité compétente les documents ou renseignements nécessaires pour lui permettre de présenter une requête d'ordonnance de transfèrement.

(2) The competent authority who is provided with the documents or information shall apply for a transfer order to a judge of the province in which the person is detained.

(2) L'autorité compétente à qui les documents ou renseignements sont fournis présente la requête, en vue de la délivrance de l'ordonnance de transfèrement, à un juge de la province où la personne visée est détenue.

(3) An application made under subsection (2) must

(3) La requête comporte les éléments suivants :

(a) state the name of the detained person;

a) le nom de la personne détenue;

(b) state the place of confinement of the detained person;

b) le lieu de sa détention;

(c) designate a person or class of persons into whose custody the detained person is sought to be delivered;

c) les personnes qui seront chargées de sa garde durant le transfèrement;

(d) state the place to which the detained person is sought to be transferred;

d) le lieu vers lequel elle doit être transférée;

(e) state the reasons why the detained person is sought to be transferred; and

e) les motifs du transfèrement;

(f) specify a period of time at or before the expiration of which the detained person is to be returned.

f) la durée maximale prévue du transfèrement.

25. (1) Where the judge to whom an application is made under subsection 24(2) is satisfied, having considered, among other things, any documents filed or information given in support of the application, that the detained person consents to the transfer and that the foreign state has requested the transfer for a fixed period, the judge may make a transfer order.

25. (1) Le juge saisi de la requête peut délivrer l'ordonnance de transfèrement s'il est convaincu, notamment à la lumière des documents ou renseignements qui lui sont fournis, que la personne visée consent au transfèrement et que l'État étranger demande que cette personne y soit transférée pour une période déterminée.



Number - Numéro:	1999-11-15
Date	Annex/e "R"
544	Page: 2 of/de 3

(2) A judge to whom an application is made under subsection 24(2) may order that the detained person be brought before him so that that person may be examined with respect to the transfer.

(3) A transfer order made under subsection (1) must

(a) set out the name of the detained person and his place of confinement;

(b) order the person who has custody of the detained person to deliver him into the custody of a person who is designated in the order or who is a member of a class of persons so designated;

(c) order the person receiving the detained person into custody under paragraph (b) to take him to the foreign state and, on the return of the detained person to Canada, to return that person to the place of confinement where he was when the order was made;

(d) state the reasons for the transfer; and

(e) fix the period of time at or before the expiration of which the detained person must be returned.

(4) A transfer order made under subsection (1) may include any terms or conditions that the judge making it considers desirable, including those relating to the protection of the interests of the detained person.

26. For the purposes of Parts I and II of the *Corrections and Conditional Release Act* and the *Prisons and Reformatories Act*, a detained person who is not in the place of confinement from which he was delivered pursuant to a transfer order shall be deemed to be in that place of confinement and to have applied himself industriously to the program of the place of confinement, as long as he remains in custody pursuant to the transfer order and is of good behaviour.

27. A judge who made a transfer order or another judge of the same court may vary its terms and conditions.

(2) Le juge saisi de la requête peut ordonner que la personne visée soit amenée devant lui pour interrogatoire sur le transfèrement.

(3) L'ordonnance de transfèrement comporte les éléments suivants :

a) le nom de la personne détenue qui est transférée et le lieu de sa détention;

b) l'ordre au responsable de la garde de la personne détenue de la remettre sous la garde d'une personne désignée par l'ordonnance ou qui fait partie d'une catégorie de personnes ainsi désignée;

c) l'ordre à la personne sous la garde de qui la personne détenue a été remise en conformité avec l'ordonnance d'emmener celle-ci dans l'État étranger et, à son retour, de la ramener à l'établissement de détention où elle était détenue quand l'ordonnance a été rendue;

d) les motifs du transfèrement;

e) la date limite à laquelle la personne détenue doit être ramenée.

(4) Le juge peut assortir l'ordonnance de transfèrement des modalités qu'il estime indiquées, notamment quant à la protection des droits de la personne détenue.

26. Pour l'application des parties I et II de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, la personne détenue qui est à l'extérieur de l'établissement de détention en vertu d'une ordonnance de transfèrement est réputée y être toujours en détention et participer assidûment au programme de l'établissement tant qu'elle demeure sous garde en conformité avec cette ordonnance et qu'elle a une bonne conduite.

27. Le juge qui a rendu l'ordonnance de transfèrement ou un autre juge du même tribunal peut la modifier ou en changer les modalités.



Number - Numéro: 544	Date 1999-11-15 Annex/e "R" Page: 3 of/de 3
-----------------------------	------------------------------------------------------

28. A copy of a transfer order made under subsection 25(1) and of an order varying it made under section 27 shall be delivered, by the competent authority who applied for the order, to the Minister and to the person in whose custody the detained person was when the transfer order was made.

29. Sections 24 to 28 do not apply in respect of a person who, at the time the request mentioned in subsection 24(1) is presented, is a young person within the meaning of the *Young Offenders Act*.

28. L'autorité compétente requérante remet une copie de l'ordonnance de transfèrement ou d'une ordonnance de modification de celle-ci au ministre et à celui qui était, au moment où l'ordonnance originale a été rendue, responsable de la garde de la personne détenue.

29. Les articles 24 à 28 ne s'appliquent pas aux personnes qui, au moment où la demande de transfèrement est faite, sont des adolescents au sens de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.